

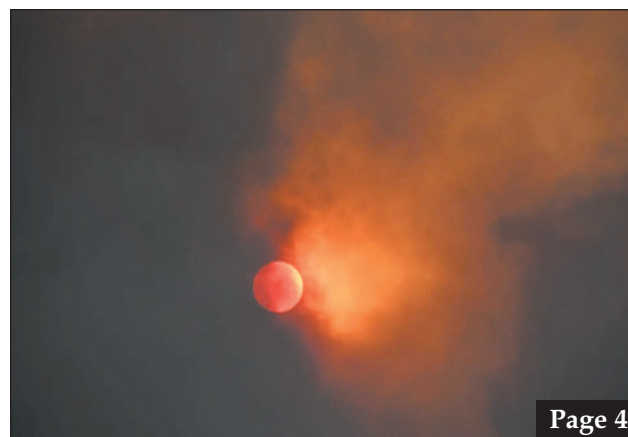
Inculpé, Donald Trump dénonce «une persécution politique»



Les présidents américains et leurs archives retrouvées : malveillance, négligence ou hypocrisie ?

Page 5

L'Afrique brûle moins, l'Amérique du Nord s'embrase



France

Financement libyen : Sarkozy entendu libre et perquisitionné sur la rétractation de Takieddine



Les catastrophes climatiques ont tué 195 000 personnes en Europe depuis 1980



Foot News



Romelu Lukaku vers l'Arabie saoudite? Al-Hilal prêt à offrir un salaire de 25 millions par an au Diable rouge

Page 6



Milan Skriniar confirme son arrivée au Paris Saint-Germain !

Page 6

A la télé aujourd'hui



07.10 Film: Sugar!
08.45 Serial: Airwolf
09.30 Le Chemin Du Destin
09.55 A Que No Me Dejas
10.20 The Gardener's Daughter
10.45 Tele: Marimar
12.00 Le Journal
12.25 Sublime Mensonge
13.15 Tele: Fierce Angel
13.40 L'Envers Du Paradis
14.15 Serial: Airwolf

15.21 Film: Camping, Love And Therapy
17.30 The Gardener's Daughter
18.31 Serial: Wagle Ki Duniya
18.55 Serial: Mere Dad Ki Dulhan
19.30 Journal & La Meteo
20.30 Local: Focus Live
21.30 Serial: Chicago Med
22.15 Film: Pur-Sang
23.35 Le Journal
00.25 Tele: Sublime Mensonge



07.05 National: Fresque...
08.22 Paroles Agricoles
09.13 Local: Arsiv MBC
09.42 Local: Radio Vision
10.34 Local: Rodrig Prog
11.03 Music Tour 2022
12.00 Local: Rodrig Prog
12.15 Son Ladan Mem
13.07 Le Journee Sous Le Regard
13.20 Local: Priorite Sante

14.22 Local: Rodrig Prog: Rod'Art
15.12 Local: Nu Rasinn
16.32 Le Journee Sous Le Regard
18.00 L'Envers Du Paradis
18.33 A Que No Me Dejas
19.00 Zournal Kreol
19.20 Le Magazine De L'Emploi
19.30 Local: Rodrig Spor
20.36 Local: Toc Toc Doc
20.51 Local: En Forme
21.06 Local: Agri Ensemble
21.37 Local: Les Klips



07.00 Serial: Chacha Bhatija
08.26 Bhojpuri Dhamaka
08.56 Local: Prakriti Ki God Mein
09.22 Chikitsa Aur Swasthya
10.00 Jijaji Chhat Par Hain
11.32 Serial: Radha Krishna
12.00 Film: Aap To Aise Na
Starring: Raj Babbar, anjeeta Kaur, Deepak

Parashar, adan Puri
15.30 Serial: Bhagan Ab Ho Kitne Door
16.00 Serial: Suhani Si Ek Ladki
18.00 Live: Samachar
18.30 Other: Radha Krishna
19.00 Local: Kala
20.00 Local: Virasat
20.35 Film: Aurat Khilona Nahi
Starring Manoj Tiwari, Rinku Ghosh, Monalisa
23.00 Jijaji Chhat Par Hain
23.24 Serial: Yeh Teri Galiyan



06.41 Mag: Red Carpet
08.53 Doc: Salad Area
09.50 Doc: Multi Tasking
10.32 The Language Of Whales
11.24 Mag: Rev: The Global Auto...
11.50 Mag: Healthy Living
12.24 Doc: World Heritage
12.55 Mag: Check In
14.22 Mag: Salad Area

15.00 The Story Of Book...
15.17 Les Nouvelles Aventures...
15.22 Splash And Bubble
15.34 Best Furry Friends
15.45 Ubongo Kids
16.12 D.Anime:The Adventure Of...
16.32 D.Anime: Mondo Yan
16.47 The Treasure Island
17.13 Mag: Lab 360
17.54 Doc: Sweet Magic
18.00 Mag: Motorweek
21.46 Film: Above The Shadows



14.25 Zindagi Mere Ghar Aana
15.24 Film: Sangdil Sanam
Starring: Salman Khan, Manisha Koirala
18.00 Live: Samachar
18.30 Kundali Bhagya
19.00 Udaariyaan
19.30 Kuch Rang Pyar Ke

Aise..
20.00 Sasural Simar Ka 2
20.30 Radha Krishna
21.06 Anupamaa
21.36 Mere Sai
22.05 Kismet Ki Lakiron Se
22.31 Kabhi Kabhie ittefaq...
22.58 Patila Babes
23.31 Film: Sangdil Sanam
Starring Salman Khan, Manisha Koirala

Un ex-cadre de Samsung inculpé pour vol de secrets pour une usine en Chine

Un ancien cadre du géant sud-coréen de l'électronique Samsung a été inculpé pour avoir volé des secrets industriels à son entreprise dans le but de créer une usine de semi-conducteurs en Chine, a indiqué mardi le parquet à l'AFP.

L'homme, âgé de 65 ans et dont l'identité n'a pas été divulguée, est soupçonné d'avoir dérobé des plans d'installations industrielles entre 2018 et 2019 dans le but de construire une usine à Xian, dans le centre de la Chine, près de là où Samsung possède lui-même une unité de production, a précisé le parquet.

Le matériel volé est classifié en tant que «technologie nationale fondamentale», dont la divulgation et l'exportation sont strictement réglementées par la loi sud-coréenne pour protéger l'économie et la sécurité nationale du pays.

La valeur des plans que l'individu a tenté de voler est estimée à au moins 300 milliards de won (218 millions d'euros), selon les autorités.

Le suspect «est actuellement détenu à la maison d'arrêt de Suwon», dans la banlieue sud de Séoul, et a été formellement inculpé lundi, a indiqué à



l'AFP un porte-parole du parquet.

Il a travaillé durant 28 ans pour plusieurs des plus grands groupes du secteur, et il est considéré comme «un des meilleurs experts en fabrication de semi-conducteurs» du pays, selon le communiqué du parquet. Six autres personnes, qui travaillaient pour lui et sont soupçonnées d'avoir participé au vol de secrets, ont également été inculpées, a-t-il précisé.

«Il s'agit d'un crime grave qui aurait pu avoir un impact négatif énorme sur notre sécurité économique, en ébran-

lant les fondations de l'industrie nationale des semi-conducteurs à une période où la concurrence pour la production de puces s'intensifie jour après jour», ajoute le communiqué, rappelant que le secteur des semi-conducteurs représente 16,5 % des exportations sud-coréennes en 2022 et constitue «un bien de sécurité nationale».

Samsung est l'un des plus gros producteurs mondiaux de semi-conducteurs et de téléphones intelligents, et représente à lui seul un cinquième de l'économie sud-coréenne.

Birmanie: 6000 civils tués dans les 20 mois qui ont suivi le coup d'État

Plus de 6000 civils ont été tués en Birmanie dans les vingt mois qui ont suivi le coup d'État militaire du 1er février 2021, selon un rapport publié mardi par l'Institut de recherche sur la paix d'Oslo.

«Nos données montrent que le bilan humain du conflit est plus élevé que ce qui a été rapporté auparavant et que, si la junte est clairement le principal coupable, les forces anti-junte ont aussi beaucoup de sang sur les mains», a souligné l'un des deux coauteurs de l'étude, Stein Tønnesson, dans un communiqué.

Le rapport chiffre à 6337 le nombre de civils tués «pour des raisons politiques» entre le 1er février 2021 et le 30 septembre 2022, et à 2614 le nombre de blessés sur la même période.

Ce bilan est nettement plus élevé que ceux, souvent partiels, qui circulent, y compris dans les institutions internationales.

Toujours selon ce rapport, près de la moitié des victimes (3.003) sont imputables au régime - armée, police et milices -, 2152 aux groupes d'opposants armés, 12 à d'autres civils affiliés ni au régime ni aux opposants, et 1170 à des acteurs indéterminés.

«C'est un nombre plus élevé que ceux généralement cités dans les médias et pourtant, ce n'est qu'une estimation, sur la base des morts rapportées dans des médias fiables», soulignent les coauteurs, craignant un bilan encore plus lourd.

Alléguant de fraudes massives, l'armée birmane avait annulé les législatives remportées par le parti



d'Aung San Suu Kyi et renversé son gouvernement.

Depuis, la junte orchestre une répression à grande échelle visant toute voix dissidente, procédant à l'arrestation de plus de 23 000 personnes selon un groupe local de surveillance.

Plus de 40 000 évacuations en Inde et au Pakistan avant le cyclone Biparjoy

Plus de 40 000 personnes ont été évacuées en Inde et au Pakistan à l'approche du puissant cyclone Biparjoy qui est accompagné de vents de plus de 150 km/h, ont indiqué mardi les autorités.

Biparjoy - nom qui signifie «désastre» en bengali - avance mardi en mer d'Arabie et devrait toucher terre jeudi entre le sud du Pakistan et l'ouest de l'Inde, selon les services météorologiques. Plus de 22 000 personnes ont été évacuées dans la province pakistanaise du Sindh et plus de 20 000 dans l'État indien du Gujarat, selon les autorités des deux pays.

Sur la côte du Gujarat, les pêcheurs ont été priés de rester au port, les vagues pouvant dépasser trois mètres de haut. Les garde-côtes indiens ont évacué lundi les 50 membres d'équipage d'un navire de prospection pétrolière en difficulté dans la tempête.

D'après les autorités du Gujarat, les pluies diluviennes et les vents violents à l'approche du cyclone ont déjà fait

trois morts - deux enfants écrasés par un mur qui s'est effondré et une femme heurtée par une chute d'arbre alors qu'elle roulait en cyclomoteur - et environ 1,6 million d'habitants sont menacés.

Au Pakistan, entre 22 000 et 23 000 habitants des villages au bord de la mer ont été évacués vers l'intérieur, a indiqué à l'AFP le commissaire adjoint du district de Badin, Agha Shah Nawaz. Une dizaine de milliers de personnes ont été hébergées dans des refuges temporaires aménagés dans des écoles du district.

En 2021, la même région avait été frappée par le cyclone Tauktae, qui avait fait plus de 150 morts et des dégâts considérables.

Les cyclones - également appelés ouragans dans l'Atlantique Nord et typhons dans le Pacifique - sont une menace habituelle pour les côtes du Nord de l'océan Indien, où vivent des dizaines de millions de personnes. Selon les scientifiques, ces phénomènes tendent à devenir plus violents en raison du réchauffement climatique.

Les catastrophes climatiques ont tué 195 000 personnes en Europe depuis 1980

Entre 1980 et 2021, les phénomènes météorologiques et climatiques extrêmes ont causé la mort de 195 000 personnes et coûté quelque 560 milliards d'euros, rapporte mercredi l'Agence européenne de l'environnement. À elles seules, les canicules comptent pour 81 % du nombre de morts.

Les événements météorologiques extrêmes tels que les canicules et les inondations ont coûté quelque 195 000 vies et près de 560 milliards d'euros en Europe depuis 1980, selon l'Agence européenne de l'environnement (AEE), qui appelle mercredi 14 juin à engager de nouvelles mesures.

"Les phénomènes météorologiques et climatiques extrêmes ont causé des pertes économiques estimées à 560 milliards d'euros dans l'UE entre 1980 et 2021, dont seulement 170 milliards d'euros (30 %) étaient assurés" et fait près de 195 000 victimes, a relevé l'agence européenne, qui met en ligne un nouveau portail rassemblant les données les plus récentes relatives à l'impact de ces événements.

En février 2022, le bilan présenté par l'AEE s'élevait à 510 milliards d'euros et 142 000 morts, pour la période 1980-2020. En 2021, les inondations en Allemagne et en Belgique ont coûté près de 50 milliards d'euros. En termes de victimes, un changement dans la méthodologie utilisée en France et en Allemagne est à l'origine de la



grande variation, a précisé l'agence européenne.

"Pour éviter plus de pertes, nous devons de toute urgence passer de la réaction aux phénomènes météorologiques extrêmes (...) à une préparation proactive", a dit à l'AFP Aleksandra Kazmierczak, une experte de l'AEE.

Dans le nouvel inventaire, les canicules comptent pour 81 % du nombre de morts et pour 15 % des dommages financiers. Marqué par des vagues de chaleur à répétition, l'été 2022, non encore comptabilisé, a connu un nombre de décès plus élevé que

d'habitude dans toute l'Europe.

Il y a eu 53 000 (16 %) décès de plus en juillet 2022 par rapport aux moyennes mensuelles de 2016-2019, tous n'ayant pas été directement attribués à la chaleur, a précisé l'AEE. L'Espagne a enregistré plus de 4 600 décès liés à l'extrême chaleur entre juin et août.

Les modèles climatiques prévoient des vagues de chaleur extrêmes plus longues, plus intenses et plus fréquentes, ce qui doit obliger l'Europe à agir pour protéger sa population vieillissante, vulnérable aux températures élevées.

"La plupart des politiques nationales d'adaptation (...) reconnaissent les effets de la chaleur sur les systèmes cardiovasculaire et respiratoire, mais moins de la moitié couvrent les effets directs de la chaleur tels que la déshydratation ou les coups de chaud", note l'institut communautaire.

Conséquences "dévastatrices"

Sur les sols, le changement climatique induit par l'homme a multiplié par cinq ou six la probabilité de sécheresse en 2022, lors de laquelle les incendies de forêt ont touché plus du double de la superficie par rapport aux dernières années, a relevé l'AEE.

Les sécheresses pourraient s'avérer extrêmement coûteuses. Leur coût pourrait passer de neuf milliards d'euros par an actuellement à 25 milliards annuel à la fin du siècle si le réchauffement est de 1,5° C, mais il pourrait grimper à 31 milliards pour 2° C et 45 milliards pour 3° C, selon les scénarios scientifiques.

Pour l'agriculture, les conséquences pourraient être "dévastatrices". "Les agriculteurs peuvent limiter les effets négatifs (...) en adaptant les variétés de cultures, en changeant les dates de semis et en modifiant les modes d'irrigation", a indiqué l'AEE. "Si l'on ne s'adapte pas davantage, les rendements et les revenus agricoles devraient diminuer à l'avenir", a-t-elle prévenu.

Avec des pertes humaines beaucoup plus faibles (2 % du total), les inondations sont les catastrophes les plus coûteuses, représentant 56 % de la facture.

Chine, intelligence artificielle... Pourquoi les États-Unis veulent revenir à l'Unesco

Après cinq années d'absence, les États-Unis ont officiellement demandé lundi à réintégrer l'Unesco. L'objectif affiché est de retrouver une place à la table des négociations au moment où la Chine semble exercer une influence grandissante, notamment sur les questions liées à l'éducation et l'avenir de l'intelligence artificielle (IA).

L'Accord de Paris pour le climat, le Conseil des droits de l'Homme de l'ONU, l'Unesco : sous la présidence de Donald Trump, les États-Unis avaient déserté plusieurs institutions internationales. Lundi 12 juin, Joe Biden a de nouveau montré sa volonté de leur redonner leur place : après cinq ans d'absence, les États-Unis ont officiellement demandé à réintégrer l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco).

"Si l'Unesco va bien, elle ira mieux encore avec le retour des États-Unis", a immédiatement salué la directrice générale de l'organisation, Audrey Azoulay, lors d'une réunion avec les pays membres à Paris, siège de l'institution onusienne. "C'est un grand jour pour l'Unesco, pour le multilatéralisme".

"Au moment où les Américains avaient quitté l'organisation, ils ne s'attendaient pas à ce qu'elle demeure aussi vivante, a poursuivi la directrice dans un entretien à la presse. "Ils voient qu'ils perdent quelque chose en ne participant pas. [...] Quand votre chaise est vide, vous n'avez pas voix au chapitre."

Les États-Unis avaient annoncé se retirer de l'Unesco en octobre 2017 en raison de tensions portant sur la Palestine. Washington dénonçait notamment des "par-

tis pris anti-israéliens persistants". Ce retrait, accompagné de celui d'Israël, était devenu effectif en décembre 2018. Même si en réalité, le différend remontait à plus de dix ans : déjà en 2011, l'administration Obama avait gelé la contribution financière des États-Unis après l'acceptation de la Palestine comme membre de l'institution culturelle.

Une chaise vide comblée par la Chine

Mais la question palestinienne ne semble pas être la raison de ce retour des États-Unis à l'Unesco. En avril 2022, le secrétaire d'État américain Antony Blinken avait déploré que la chaise laissée par les États-Unis profite au rival chinois. "Lorsque nous ne sommes pas à la table pour influencer le cours de la conversation et contribuer à la définition de normes et de pratiques, quelqu'un d'autre s'y trouve. Et ce quelqu'un d'autre est probablement la Chine", avait-il déclaré.

Sans Washington – qui représentait à lui seul 22 % du budget de l'organisation – la Chine est devenue le premier pays en termes de contribution obligatoire au sein de l'Unesco, à hauteur d'environ 50 millions de dollars par an. "Même le jardin du siège de l'Unesco a été co-financé par une ville chinoise", illustre Ashok Swain, professeur de recherche sur la paix et les conflits à l'université d'Uppsala, en Suède. "La Chine s'est assurée d'être présente."

De quoi lui assurer une place de choix dans les discussions, notamment au sein du comité du patrimoine mondial. Un groupe surtout connu pour désigner les sites culturels à protéger mais qui dispose d'un rôle plus politique qu'il n'y paraît : "Il a un impact important sur le tourisme et l'économie et peut susciter des polémiques



lorsqu'il sélectionne des sites dans des territoires disputés", explique Ashok Swain. Ce fut le cas par exemple en 2018, lorsque le comité a décidé de reconnaître la vieille ville d'Hébron, en Cisjordanie, comme site au patrimoine mondial – suscitant, sans surprise, l'indignation d'Israël.

Dans un article publié en 2021 par le média américain The Hill, un diplomate américain et ancien administrateur de l'Agence américaine pour le développement international, John Brian Atwood, mettait lui aussi en garde contre la façon dont des pays comme la Chine tentaient "de façonner à leur gré l'agenda de l'Unesco".

Il soulignait par exemple les efforts déployés par Pékin pour transférer le Bureau international d'éducation de l'Unesco à Shanghai, ou pour que l'agence signe un accord de coopération dans le cadre de la "Belt and Road initiative". Lancé en 2013, ce vaste projet chinois prévoit des investissements pour des infrastructures routières, ferroviaires et maritimes destinées à mieux relier la Chine à l'Europe et à l'Afrique.

Les inquiétudes autour de l'intelligence artificielle

Car l'Unesco n'a pas seulement voca-

tion à sélectionner des sites devant rejoindre le patrimoine de l'humanité : l'organisation élabore aussi des programmes éducatifs, défend la défense de la liberté de la presse et appuie les échanges scientifiques.

Et sur ce dernier point, le calendrier de ce retour des États-Unis ne relève pas du hasard. Les États-Unis souhaitent peser davantage dans les discussions en cours sur les règles de l'intelligence artificielle (IA) alors que l'institution a produit une recommandation sur l'éthique de l'IA dès 2021.

"Je suis convaincu que nous devrions revenir à l'Unesco, non pas pour lui faire un cadeau, mais parce que les choses qui s'y passent sont vraiment importantes", avait ainsi déclaré Antony Blinken en mars. "Ils travaillent sur des règles, des normes et des standards pour l'intelligence artificielle. Nous voulons être présents".

"Même si les cadres dictés par l'Unesco n'ont qu'une valeur consultative, ils n'en sont pas moins d'une grande importance sur le plan idéologique", termine Ashok Swain. "La Chine a une vision très différente de celle des États-Unis de la démocratie et des droits humains. Les intérêts de Washington sur le plan idéologique pourraient donc être remis en question si la Chine parvenait à maîtriser la formulation des règles et réglementations de l'intelligence artificielle."

L'acceptation du retour américain ne pourra cependant se faire qu'après un vote à la majorité des autres États, attendu en juillet. La Chine, via son ambassadeur auprès de l'Unesco Yang Jin, a d'ores et déjà indiqué qu'elle ne s'y opposerait pas. "La Chine est prête à travailler avec tous les États membres, y compris les États-Unis".

France

Financement libyen : Sarkozy entendu libre et perquisitionné sur la rétractation de Takieddine

Nicolas Sarkozy a été entendu en audition libre mardi à l'Office central de lutte contre la corruption et les infractions financières et fiscales, à Nanterre. Son domicile parisien a également été perquisitionné dans le cadre de l'affaire de la rétractation de Ziad Takieddine concernant le financement libyen de la campagne présidentielle 2007 de l'ancien président.

L'ancien président Nicolas Sarkozy a été entendu, mardi 13 juin, en audition libre, puis son domicile a été perquisitionné, dans l'information judiciaire sur la rétractation des accusations de financement libyen de sa campagne présidentielle 2007 formulées par l'intermédiaire Ziad Takieddine, a appris l'AFP de source proche du dossier. Sa femme, Carla Bruni-Sarkozy, a été entendue comme témoin simple, d'après cette source.

Le parquet national financier et d'autres sources proches du dossier ont confirmé à l'AFP ces auditions dans ce dossier.

Le couple Sarkozy est arrivé discrètement à l'Ocliff (Office central de lutte contre la corruption et les infractions financières et fiscales), à Nanterre, mardi matin.

L'ex-chef de l'État y a été entendu sous le régime de l'audition libre, dite aussi suspect libre, un statut qui permet d'interroger une personne soupçonnée d'avoir commis



une infraction sans la mettre en garde à vue.

Vers 14 h 30, Nicolas Sarkozy est ensuite arrivé en voiture à son domicile dans une impasse privée du 16^e arrondissement parisien pour faire l'objet d'une perquisition, suivi d'une demi-douzaine d'enquêteurs de la police judiciaire répartis dans plusieurs véhicules, ont

constaté des journalistes de l'AFP. La perquisition était toujours en cours vers 16 h, selon ces journalistes.

Selon l'analyse de ses déclarations et des éléments à charge et à décharge, Nicolas Sarkozy pourrait être mis hors de cause, mais il pourrait aussi se voir remettre une convocation en vue d'une mise en examen.

Une opération chiffrée à 608 000 euros

La justice soupçonne au moins huit protagonistes d'avoir participé, avec l'éventuel aval de l'ex-chef de l'État, à une opération pour que le sulfureux intermédiaire franco-libanais Ziad Takieddine retire, fin 2020 contre rémunération, ses accusations contre l'ancien président de la République.

Le parquet national financier a élargi début mars l'information judiciaire ouverte au printemps 2021 à des faits de "recel de subornation de témoin", une qualification qui pourrait correspondre au rôle de Nicolas Sarkozy tel qu'il apparaît dans certaines déclarations des protagonistes dans l'enquête.

Le Franco-Libanais, qui accusait ce dernier depuis 2012, avait opéré une spectaculaire volte-face en novembre 2020 sur BFMTV et Paris Match en déclarant que Nicolas Sarkozy n'avait en fait pas bénéficié de financement de Mouammar Kadhafi pour la campagne présidentielle 2007. Il était revenu sur ses propos deux mois plus tard.

Les enquêteurs ont récemment chiffré à au moins 608 000 euros le montant de l'opération destinée à obtenir le retrait des accusations de Ziad Takieddine.

L'argent, essentiellement mobilisé par le financier Pierre Reynaud, récemment décédé, a été reversé à différents protagonistes présumés de l'opération, dont l'intermédiaire Noël Dubus, déjà condamné pour escroquerie, un publicitaire, à Ziad Takieddine et à un Libanais proche de ce dernier.

Inculpé, Donald Trump dénonce "une persécution politique"

Inculpé dans l'affaire des documents top secret, Donald Trump, qui fait campagne pour revenir à la Maison Blanche, a multiplié les attaques contre le ministère de la Justice au risque de miner la confiance des Américains envers l'État de droit.

Florilège de calomnies et de propos injurieux à l'égard de la justice. Devant un tribunal fédéral de Miami, mardi 13 juin, l'ancien président américain Donald Trump a plaidé non-coupable d'accusations selon lesquelles il a illégalement conservé des documents classés confidentiels à la fin de son mandat et a menti aux autorités lorsque celles-ci ont entrepris de les récupérer.

S'ouvre désormais un nouveau feuilleton judiciaire qui devrait animer les prochains mois alors même que Donald Trump fait campagne pour revenir à la Maison Blanche. Des experts estiment qu'un délai d'au moins un an pourrait être nécessaire pour la tenue d'un procès.

"Diabolique et odieux abus de pouvoir"

Donald Trump, vêtu d'un costume bleu et d'une cravate rouge, n'a pas prononcé un seul mot durant les 47 minutes qu'aura duré sa comparution devant le magistrat Jonathan Goodman.

Il a été autorisé à quitter libre le tribunal, le ministère public ayant jugé qu'il n'y avait pas de risque qu'il prenne la fuite. Aucune restriction de déplacement ni aucune caution n'ont été réclamées.

Donald Trump, actuel favori de la course à l'investiture du Parti républicain pour



l'élection présidentielle de novembre 2024, est le premier ex-locataire de la Maison Blanche à être inculpé pour des crimes fédéraux.

Il clame son innocence et accuse l'administration du président démocrate Joe Biden de le cibler. "Nous avons assisté aujourd'hui au plus diabolique et odieux abus de pouvoir de l'histoire de notre pays", a-t-il dit dans la soirée à son retour dans son complexe de golf de Bedminster, dans le New Jersey.

"Une situation très risquée"

En Floride, les autorités avaient mis en place un dispositif pour prévenir toute violence. Aucun problème de sécurité ne s'est produit, a indiqué aux journalistes le maire de Miami, Francis Suarez.

Une foule de partisans de Donald Trump s'étaient réunis devant le tribunal avant même l'arrivée de l'ancien président pour lui manifester leur soutien, brandissant des pancartes appelant à sa réélection et proclamant son innocence.

Donald Trump a été inculpé de 37 chefs d'accusations dans l'enquête sur sa gestion de documents confidentiels du gouvernement américain retrouvés l'an dernier à son domicile floridien.

Accusé d'avoir conservé illégalement des secrets de la Maison Blanche, le milliardaire de 76 ans est le premier ex-président américain poursuivi par la justice fédérale. Le républicain est aussi le principal rival de son successeur démocrate Joe Biden pour l'élection de 2024.

"Ministère de l'Injustice"

Pour cet expert en droit électoral, il y a une tension "inévitable" entre deux principes démocratiques de base : "personne n'est au-dessus de la loi" et "le gouvernement ne doit pas utiliser son pouvoir contre ses opposants".

Pour éviter cet écueil, le ministre de la Justice Merrick Garland, qui supervise l'appareil judiciaire fédéral, a pris soin de confier le dossier à un procureur spécial connu pour sa rigueur, Jack Smith, et le président Biden se garde de tout commentaire.

Malgré tout, Donald Trump se pose en victime d'un "ministère de l'Injustice", "corrompu" et à la solde "de la gauche radicale".

"Quand on fait arrêter son principal opposant politique, nous ne sommes plus en démocratie", a-t-il répété mardi soir lors d'un discours devant ses partisans.

Comme lors de sa croisade contre sa défaite à la présidentielle de 2020, ses griefs font mouche auprès de sa base électorale : selon un sondage You Gov, 76 % des électeurs républicains jugent que les poursuites contre Donald Trump sont "motivées par la politique".

Amériques

Les présidents américains et leurs archives retrouvées : malveillance, négligence ou hypocrisie ?

Les documents confidentiels retrouvés tour à tour chez Donald Trump, Joe Biden et Mike Pence posent la question des règles de sécurité autour de ces archives et de leur respect par l'exécutif américain. Certains, dénonçant une hypocrisie ambiante à Washington, estiment que c'est en fait le système de classification qui est à revoir. Cet article avait été originalement publié le 29 janvier 2023.

Ils semblent tomber du ciel, semaine après semaine. Depuis l'été 2022, des dizaines de documents confidentiels ont été retrouvés en possession de l'ex-président des États-Unis Donald Trump, de l'actuel président Joe Biden, et de l'ex-vice-président Mike Pence. Les médias se délectent de ce feuilleton très politique pendant que les deux camps ennemis – démocrates et républicains – s'empoignent.

Qu'ils attendent sagement dans des cartons sous les dorures de Mar-a-Lago, soient oubliés dans des anciens bureaux ou prennent la poussière dans un garage, ces dossiers ont tous un point commun : ils devraient être en possession des Archives nationales, l'agence fédérale en charge de la préservation des documents publics.

En effet, tous les documents de travail en circulation à la Maison Blanche – textes, images, vidéos, sous format papier ou électronique – sont la propriété du gouvernement, et donc du peuple américain. Une fois leur mandat terminé, les présidents et les vice-présidents doivent donc les restituer aux Archives qui participent à la création des bibliothèques présidentielles. C'est la loi qui le dit. Plus précisément, le Presidential Records Act, promulgué en 1978 par le président Jimmy Carter. Son successeur, Ronald Reagan, a été le premier chef de l'État américain à devoir s'y plier. Avant cette loi, les archives présidentielles appartenaient... à l'ancien président.

Un système qui repose sur la bonne foi

Problème : le Presidential Records Act donne des directives très précises sur la collecte et le transfert de ces archives mais ne prévoit pas de sanctions si elles ne sont pas suivies à la lettre. Le texte repose en quelque sorte sur la bonne foi des anciens chefs d'État et de leurs équipes. Peut-être parce qu'à l'époque, les auteurs de la loi n'avaient pas imaginé qu'un président quittant le Bureau Oval puisse rechigner à céder ces documents.

Arrive Donald Trump et la perquisition du FBI à Mar-a-Lago, sa résidence de Floride en août 2022. Les photographies de fichiers éparpillés sur la moquette portant la mention "Top Secret" ont sidéré les experts en sécurité nationale. Le refus délibéré de Donald Trump de rendre ces documents



aux Archives, qui les avaient réclamés maintes fois, constitue une forme de malveillance qui va au-delà du non-respect du Presidential Records Act. C'est pourquoi le département de la Justice a invoqué une autre loi, l'Espionnage Act, en annonçant la perquisition. Un procureur spécial a été nommé pour diriger cette enquête qui a donc pris une tournure criminelle. "En général, ceux qui refusent de restituer des informations confidentielles sont ceux qui ont de viles raisons associées à ce refus", juge dans le magazine TIME J. William Leonard, un haut responsable des Archives nationales entre 2002 et 2008.

Comparées au cas Trump, les affaires des archives égarées de Joe Biden et de Mike Pence semblent relever davantage de la négligence que de la malveillance. Dans les deux cas, les documents semblent avoir été emportés par erreur puis oubliés dans des lieux plus ou moins sécurisés.

"Les responsables de l'exécutif font des allers-retours (entre leur domicile et leur lieu de travail, NDLR) avec des documents pour les lire. Ils les lisent le soir, puis il les ramènent", a raconté à CNBC le sénateur démocrate de Virginie Tim Kaine. Les équipes qui assistent ces responsables ont tendance à fermer les yeux sur les règles de sécurité liées à la manipulation de ces documents, parce que c'est plus pratique ou plus rapide, ou par simple laxisme.

Jimmy Carter aussi

Dans le chaos des derniers jours de mandat d'un président, il faut faire le tri entre les affaires qui seront remises aux archives et le reste. Il n'est donc pas étonnant que certains documents se retrouvent dans le mauvais carton... Le phénomène est tellement répandu que le site Internet des Archives nationales contient une section détaillant la marche à suivre pour restituer un fichier égaré. Un protocole suivi à la lettre par les avocats de Joe Biden et de Mike Pence, qui ont eux-mêmes révélé au grand jour l'existence de ces archives

retrouvées. Citant des sources anonymes, CNBC croit savoir que l'ex-président Jimmy Carter avait lui aussi retrouvé des documents confidentiels dans sa maison de Géorgie, et les avait rendus aux Archives nationales.

Dans l'affaire Biden, afin de ne pas être accusé de favoritisme, le ministère de la Justice a nommé là encore un procureur spécial pour déterminer si les documents ne contiennent pas d'information susceptible de mettre en danger la sécurité nationale. Pour J. William Leonard, l'ancien haut responsable au sein des

Archives nationales, cela n'était pas nécessaire. "On a désormais un procureur spécial sur un dossier qui devrait être une enquête de routine", affirme-t-il au magazine TIME, estimant que "la réaction du public aujourd'hui est complètement disproportionnée".

Il rappelle qu'oublier un document confidentiel chez soi arrive bien plus souvent qu'on ne le croit, et ce à tous les échelons de l'exécutif. "Ce genre de choses n'est pas rare du tout. Cela arrive. Et plus fréquemment que ce qu'on imagine. Probablement plus fréquemment que cela ne devrait arriver. Dans le quotidien frénétique d'un bureau, quand vous avez une quantité massive, je dis bien massive, de documents qui arrivent – et pas juste dans le bureau du président ou du vice-président, mais n'importe quel bureau du gouvernement fédéral – il n'est pas rare que des documents confidentiels s'entremêlent par erreur avec d'autres papiers."

Trop de zèle dans la classification

Selon J. William Leonard, il existe un problème plus structurel qui dépasse les négligences individuelles : c'est le système même de classification des documents. L'ancien haut responsable des Archives nationales se souvient ainsi d'échanges tendus avec le bureau du vice-président de l'époque, Dick Cheney. "Parfois, les membres de son équipe prenaient des documents lambda, la plupart du temps contenant des informations politiques, et les classaient SCI (Sensitive Compartmented Information). Il s'agit du type d'information confidentielle le plus sensible. Le pauvre archiviste qui tombe sur cette classification complètement fabriquée, accolée à un fichier contenant des informations non sensibles et ne relevant pas de la sécurité nationale, va reporter la sortie de ce document dans le domaine public. Je trouve qu'il est scandaleux de classer de la sorte des informations purement politiques et non confidentielles dans le but d'en retarder la publication."

Qu'il s'agisse d'un motif politique ou simplement d'une précaution excessive – personne n'a jamais été sanctionné pour classer un document à un degré de confidentialité plus important qu'il ne mérite – le résultat est le même : il y a beaucoup trop de documents étiquetés confidentiels. Selon un rapport parlementaire de 2016, 50 à 90 % du matériel classé est mal catégorisé.

C'est peut-être parce que beaucoup d'informations confidentielles ne sont pas si sensibles que cela qu'une certaine forme de négligence est observée. Ou que certains acteurs n'hésitent pas à jouer avec le feu quand il en va de leur intérêt. Gordon Abrams, un ancien cadre de la Maison Blanche qui travaillait sur les questions de budget de sécurité nationale, a publié un billet de blog en janvier 2023 pour dénoncer l'hypocrisie à Washington autour de ce sujet. Il se souvient ainsi être entré, en 1995, dans un bureau du Conseil national de sécurité et y avoir trouvé un haut responsable bien connu au téléphone avec un journaliste, les pieds sur la table, en train de discuter du contenu d'un document labellisé "secret" ouvert sur ses genoux.

"L'information, c'est le pouvoir"

"Je n'ai pas été choqué à l'époque, tout comme je ne suis pas choqué aujourd'hui par les dernières révélations, écrit-il. Je savais très bien que beaucoup de responsables, en particulier au Conseil de sécurité nationale, avaient pour consigne explicite de faire fuiter des informations confidentielles à la presse dans le but de mettre en avant la vision de l'administration ou de répondre aux critiques. La classification était prise à la légère."

Selon Gordon Abrams, le "combat de boue" auquel on assiste aujourd'hui ne répond pas au problème principal : "le gouvernement classe trop et, de l'autre côté, délivre, via un processus chaotique, des habilitations à consulter ces documents à bien trop de personnes". La raison est simple : "l'information, c'est le pouvoir", avance-t-il. "Davantage de secrets, et davantage de personnes dans la confiance. Détenir l'information revient à posséder le badge de 'l'insider'."

Gordon Abrams appelle donc à une refonte du système de classification. "Oui, l'ancien président (Trump, NDLR) a méprisé le système et ses règles. L'actuel président semble avoir été simplement un peu négligent. Mais le complexe est trop large ; il y a trop de matériaux portant le tampon confidentiel ; et le processus de décision pour déterminer qui y a accès est excessif et dysfonctionnel. Il est temps de prendre du recul et de se demander si le complexe entier de la sécurité nationale ne serait pas hors de contrôle."

Trump s'offre un bain de foule à sa sortie du tribunal: «il fait reculer les frontières»

Après avoir plaidé non coupable à 37 chefs d'accusation, l'ex-président américain Donald Trump a rendu visite à des clients d'un restaurant de la Petite Havane, à Miami, dans la bonne humeur; une façon de faire qui a fait réagir les panélistes de «La Joute».

«De la nourriture pour tout le monde!», a lancé l'ex-président à sa sortie du tribunal, quelques heures avant de s'adresser à une foule rassemblée dans un club de golf au New Jersey.

Le milliardaire américain a enchaîné les poignées de main dans le restaurant.

Une scène surréaliste qui dépasse l'entendement, selon l'analyste politique Yasmine Abdelfadel.

«Il fait reculer les frontières, c'est sa tournée, alors qu'il vient de se faire inculper, il vient de se faire lire 37 chefs d'accusation, c'est pas grave, on va aller manger cubain, pis on va aller serrer des mains et se faire prendre en photo. Il est en train de bousculer tout ce que l'on sait d'une campagne électorale, tout ce que l'on sait d'un politicien qui aspire au plus haut poste dans toutes les démocraties à travers le monde», a-t-elle constaté.

La comparution historique de Donald Trump devant la justice des États-Unis a été suivie par tous les grands médias, constate l'ancien chef du NPD Thomas Mulcair.

«Trump fait l'histoire. Il domine complètement un cycle de nouvelles. Deux ans et demi après le début du mandat d'un certain Joe Biden, de qui on parle constamment? Trump, même avec la pire des nouvelles, il va faire du financement [...] il sait utiliser les médias comme aucune autre personne que j'ai jamais vue», partage-t-il.

L'analyste politique Luc Lavoie se désole également de voir les grands médias américains tomber dans une logique de «showbusiness».

«On voyait le palais de justice, on voyait l'endroit où il dormait, il y avait des reporters partout [...] c'est fascinant! C'est un homme maléfique, c'est un homme qui transporte le mal avec lui», soulève-t-il.

Foot News

Kylian Mbappé glace déjà le Real Madrid !

Kylian Mbappé fait de nouveau l'actualité mercato du PSG. L'attaquant français, courtisé par le Real Madrid, vient néanmoins de tirer les choses au clair dans les colonnes de la Gazzetta dello Sport.



Kylian Mbappé devait quitter le Paris Saint-Germain, nul doute que ce serait pour rejoindre le Real Madrid. Le club espagnol est le club de rêve du buteur bondinois, même s'il a préféré participer à l'élévation du niveau de jeu et de l'image du club de sa ville Paris. Au plus fort de son rapprochement avec les merengues, l'ancien joueur de l'As Monaco avait pris de court le petit monde du football en prolongeant son contrat avec le PSG.

Le Real Madrid et ses supporters sont depuis passés par plusieurs sentiments vis-à-vis du joueur offensif. Mbappé a d'abord été détesté par les dirigeants madrilènes et leurs fans avant leur compréhension des enjeux économiques et communautaires de la décision du Français.

Dernièrement, L'Équipe a révélé le contenu d'une lettre envoyée par l'attaquant au PSG, lettre dans laquelle il a notifié au club son intention de partir à l'issue de son contrat, c'est-à-dire le 30 juin 2024. Il ne souhaite pas prolonger d'une année supplémentaire son contrat avec le club de capitale comme prévu en option dans l'actuel contrat.

Cette information a fait l'effet d'une bombe dans la presse sportive française et européenne pour le fameux courrier adressé par le coéquipier de Neymar au Paris SG. L'attaquant a dû préciser les choses, mais l'effet d'emballement créé par cette révélation le place sur la liste de joueurs transférables au PSG lors de ce mercato estival. Forcément, le Real Madrid et les médias qui lui sont proches recommencent à s'emballer, ce qui a amené Kylian Mbappé à faire une précision, mais cette fois dans la presse italienne.

Gros coup de froid de Kylian Mbappé sur les Madrilènes

Dans les colonnes de la Gazzetta dello Sport, Kylian Mbappé a déclaré : « Je n'ai pas demandé à quitter le PSG ni à rejoindre le Real Madrid. Je viens de dire au club que je n'activerai pas l'option de prolongation de contrat jusqu'en juin 2025 [...] Nous n'avons jamais discuté d'un nouveau contrat avec le PSG, mais je suis content de rester ici la saison prochaine ».

En réalité, Kylian Mbappé est loin d'être parti du PSG. Si le club de la capitale fait le nécessaire pour recruter à chaque poste les joueurs qu'il faut, le tout avec un entraîneur capable de titrer le meilleur du nouveau groupe, Paris pourrait enfin gagner la Ligue des champions. En cas de victoire européenne du Paris SG et une nouvelle offre financière XXL, pas sûre que Mbappé maintienne son envie de quitter le Parc des Princes à la fin de la saison prochaine.

Sa sortie dans les colonnes du média italien sonne comme un rappel aux dirigeants qui ont des choses à corriger pour la bonne marche de l'équipe parisienne.

NOTICE UNDER SECTION 311(2) OF THE COMPANIES ACT 2001

Notice is hereby given that PHARMDIRECT an Authorised Company, having its registered office at 8th Floor, Ebene Tower, 52 Cybercity, Ebene, Mauritius is to be removed from the register of companies under Section 309(1)(d) of the Companies Act 2001. That the company has ceased to carry on business, has discharged in full its liabilities to all its known creditors, and has distributed its surplus assets in accordance with its constitution and Companies Act 2001. That any objection to the removal under Section 313 of the Companies Act 2001 shall be delivered to the Registrar of Companies at latest 28 days after the date of publication of dissolution.

Anex Management Services Limited
Registered Agent
Date 12 June 2023

Milan Skriniar confirme son arrivée au Paris Saint-Germain !

Dans les petits papiers du PSG depuis plusieurs saisons, Milan Skriniar devrait bien rejoindre la capitale cet été. Le principal intéressé l'a confirmé en conférence de presse, ce mardi.

En fin de contrat au 30 juin 2023 avec l'Inter Milan, Milan Skriniar (28 ans, 31 matches joués toutes compétitions confondues cette saison, 1 passe décisive) va quitter la Lombardie après six ans de bons et loyaux services pour renforcer les rangs du Paris Saint-Germain. Présent en conférence de presse avec sa sélection nationale de la Slovaquie, ce mardi après-midi, le solide défenseur central (58 sélections, 3 buts) a confirmé son arrivée immi-

nente chez les Rouge-et-Bleu.

"À Paris, au PSG, nous verrons ce qui se passera, mais l'important est de se sentir bien"

"Nous verrons comment les choses vont se passer à Paris, mais l'important c'est que j'aillie bien", a lâché l'ancien joueur de la Sampdoria Gênes. "J'ai eu une blessure importante et j'ai essayé de rattraper le temps perdu en m'entraînant même quand l'équipe (Ndlr, l'Inter Milan) se trouvait au repos. Aujourd'hui, je me sens bien, mais sans jouer, on ne trouve pas son rythme de match. Si l'entraîneur veut m'aligner, j'aiderai l'équipe parce que je suis prêt et déterminé. À Paris, au PSG, nous verrons ce qui se passera, mais l'important est de se sentir bien", a ajouté l'international slovaque.



Romelu Lukaku vers l'Arabie saoudite? Al-Hilal prêt à offrir un salaire de 25 millions par an au Diable rouge

L'Arabie saoudite est en train de réaliser un mercato XXL : après Cristiano Ronaldo à Al-Nassr cet hiver, les clubs saoudiens veulent faire une razzia sur les stars européennes cet été. Si Lionel Messi a préféré rejoindre la MLS et l'Inter Miami, d'autres stars comme Karim Benzema ou Ngolo Kanté ont rejoint le Golfe ces derniers jours.

Et les clubs saoudiens ne comptent pas s'arrêter là ! La prochaine cible semble être notre compatriote Romelu Lukaku en personne. Selon les informations de Goal, Al-Hilal serait très intéressé par le géant belge. Les premières négociations auraient déjà commencé et une



proposition de contrat de deux ans avec un salaire de 25 millions d'euros par saison serait sur la table. Toujours selon Goal, cette offre serait insuffisante pour Big Rom', qui demanderait encore plus.

Du côté de Chelsea, on serait sans doute prêt à laisser partir l'attaquant, prêt à l'Inter Milan cette saison. Mais pas à n'importe quel prix. Les Blues souhaiteraient ainsi récupérer une somme supérieure à 50 millions d'euros pour le Diable rouge qui devrait rejoindre le groupe de Domenico Tedesco dans les prochaines heures en vue des deux rencontres qualificatives pour l'Euro 2024 contre l'Autriche (17 juin) et l'Estonie (20 juin).

LABOUR AGENTS' ASSOCIATION

7, Guy Rozemont Square, Port-Louis.
Regd. No.1358

31 Mai 2023

Cher membre,

Vous êtes prié d'assister à l'assemblée générale de la Labour Agents' Association qui aura lieu le dimanche **2 Juillet 2023** à 10h 00 au centre Marie Reine de la Paix, situé à Rue Saint George, Port-Louis. Une messe sera dite le **2 Juillet 2023 à 8 hrs 30** a L'Eglise Immaculée Conception a Port Louis en mémoire des defunts membres de la Labour Agents Association.

ORDRE DU JOUR

1. Lecture et Adoption du procès-verbal de la dernière assemblée générale
2. Questions découlant du procès-verbal.
3. Rapport du Président.
4. Rapport du Trésorier
5. Autres Questions
6. Motions.
7. Estimation du Budget 2023-2024.
8. Election de seize (16) membres de la comite exécutive 2023-2024.
9. Elections de deux (2) auditeurs

Les membres qui désirent de se porter candidats pour le comité exécutif 2023-2024 sont priés de faire acte de leur candidatures au Secrétaire Générale de la LAA - Miss Yogeetabali Ganesh, 5 Rue Dr. Perdreau, Port-Louis, au plus tard le vendredi **30 juin, 2023 à 16.00 heures.**

MOTIONS

Les motions doivent être envoyées au Secrétaire General au plus tard le vendredi 30 juin, 2023 à 16.00 heures.

PROXY

Les membres qui ne peuvent pas assister a l'assemblée générale sont priés de remplir les formulaires « PROXY » qui se trouvent ci-dessous et de l'envoyer au Secrétaire Générale de la LAA au plus tard le vendredi, **30 juin 2023 à 16.00 heures.**

Miss Yogeetabali Ganesh

(Secrétaire Générale de la Labour Agents association)

Application to Director General of the Mauritius Revenue Authority for the issue of a Licence under Part III of the Excise Act

I, Raha Restaurant & Lounge Company Limited of Couacaud Road, Grand Gaube, 30616 have applied to the Director General of the Mauritius Revenue Authority for the issue of a new licence of Retailer of liquor and alcoholic products – restaurant in respect of premises situated at Floreal Road, B 5, Pure Lait, Floreal.

Any objection to the issue of the above licence, should be made to the Director General, Mauritius Revenue Authority, Eham Court, C/r Mon Seigneur Gonin & Sir Virgil Naz Streets, Port Louis within 21 days as from date published in the Gazette.

Date: 15/06/2023

NOTICE FOR PERMISSION FOR LAND USE WITHIN RESIDENTIAL ZONE

Take notice that, Innovative Arts Limited has apply to the Municipal Council of Port Louis for a Building and Land Use Permit for the Construction of workshop and offices at ground and first floor level (including boundary wall) to be used as Manufacture (and seller) of Handicrafts Products {employing less than 10-persons} at Lot 29F/4C, SLDC Industrial Zone, Pointe aux Sables and also request the permission to install the following electric motors:

- (a) 1-Mig Light Machine -2kw,
- (b) 1-Plasma Cutting-0.5 kw,
- (c) 2-Drilling machine of 0.5kw each,
- (d) 1-Air Compressor of 4kw,
- (e) 1- Press machine of 0.5kw and
- (f) 1-Welding Machine of 2kw.

Dated: 09th day of June, 2023.

Santé

Pourquoi vous devez absolument mettre de la coriandre dans vos plats

La coriandre est ce que l'on pourrait appeler une herbe universelle. D'ailleurs son appellation la trahit. Outre son nom usuel, elle est aussi connue sous le sobriquet de persil arabe, persil chinois et même parfois de persil mexicain. Ce qui témoigne de sa présence sur quasiment tous les continents.

Comme la plupart des légumes verts à feuilles, la coriandre est riche en antioxydants comme la bêta-carotène. Et à l'image de son cousin, le persil plat, elle est aussi pourvue en vitamine C.

Elle est également source de vitamine K, qui participe au développement osseux, ainsi que de vitamine B9. Aussi connue sous le nom d'acide folique, cette dernière participe, d'après l'Agence nationale de Sécurité sanitaire de l'Alimentation, de l'Environnement et du Travail (ANSES), « au métabolisme du matériel génétique (ADN et ARN), ce qui justifie son caractère indispensable aux cours des différentes phases de la vie », en particulier pendant le premier mois de la grossesse.

Une bonne raison pour ne pas s'en priver.

Du goût et de la couleur...

Si le persil plat et la coriandre se ressemblent à s'y



méprendre, leur goût en revanche est bien différent. Et si vous ne connaissez pas la saveur du persil arabe, vous risquez d'être surpris. Elle est en effet soutenue, marquée et quelque peu épicée.

Ses détracteurs affirment même que l'herbe tirerait son nom du grec Koris qui signifie punaise, un animal qui, une fois écrasé, en rebute plus d'un. C'est pourtant cette saveur

persistante et parfumée qui donnera à vos soupes, sauces et autres salades, des goûts d'ailleurs.

... des feuilles aux graines

Avant de vous mettre aux fourneaux, encore faut-il bien choisir votre coriandre. Au moment de l'achat, cette dernière devra être bien verte, sans le moindre flétrissement. Pour un chutney ou plus généralement la cuisine indienne, tournez vous vers les feuilles.

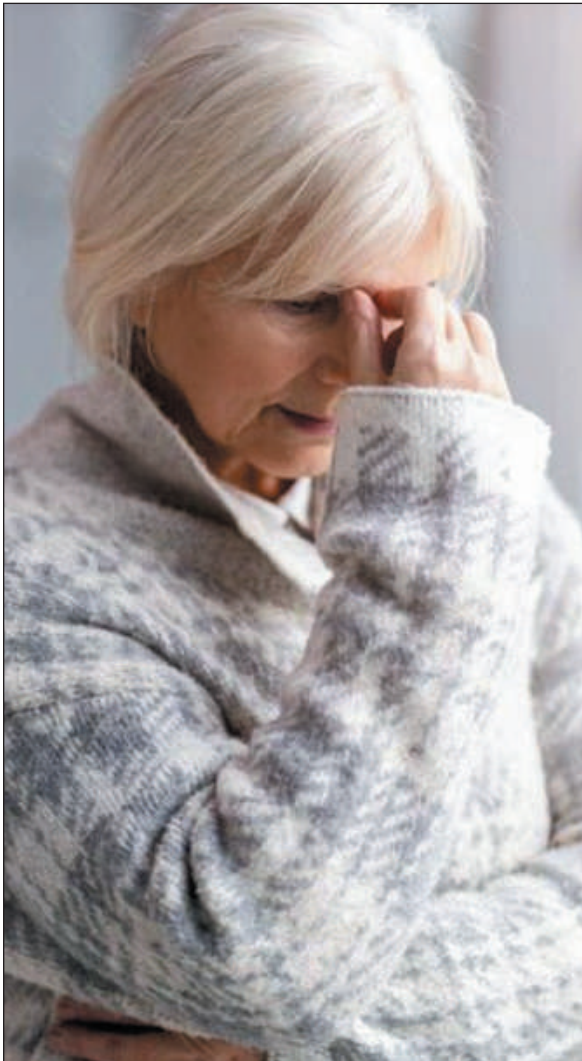
Mariées à l'ail ou au gingembre, elles accompagneront aussi à merveille vos tajines et vos poissons. Un conseil, dans la mesure où elles sont généralement fibreuses, prenez soin de les hacher finement. Et surtout, ne les ajoutez qu'en fin de cuisson. Elles conserveront ainsi tout leur parfum.

De leur côté, les graines de coriandre, à la saveur légèrement sucrée, trouveront leur place dans la préparation de certains condiments, comme le curry par exemple. Ajoutées en début, ou au cours de la cuisson, elles apporteront aussi un peu de piquant à votre couscous, vos grillades ou vos marinades.

Parfaites pour des plats en provenance directe d'Afrique du nord, d'Asie ou d'Europe orientale. Une véritable invitation au voyage pour les papilles.

Alzheimer : un test pour détecter les personnes à risque ?

Une étude internationale d'envergure vient d'identifier des gènes impliqués dans la maladie d'Alzheimer. Cette découverte pourrait ouvrir la voie à de nouvelles interventions thérapeutiques pour cette pathologie qui ne dispose actuellement d'aucun remède.



Des tests génétiques pour identifier les personnes à risque ?

Dans une large étude internationale à laquelle a participé une équipe française (Inserm, Institut Pasteur de Lille, CHU de Lille et Université de Lille), des scientifiques ont analysé l'intégralité du génome de plus de 100 000 personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer. Puis ils les ont comparés à plus de 600 000 individus en bonne santé. Ainsi ont-ils identifié 75 régions du génome liées à Alzheimer, dont 42 n'avaient jusqu'ici pas été impliquées dans cette maladie.

Ces résultats offrent donc un double intérêt : tout d'abord la confirmation des connaissances des processus pathologiques impliqués dans la maladie (comme l'accumulation de peptides bêta-amyloïdes et la modification de Tau). Mais aussi et surtout la promesse de futurs tests génétiques. Les chercheurs ont d'ores et déjà mis au point un score de risque permettant de mieux évaluer qui, parmi les personnes souffrant de troubles cognitifs, évoluera vers une maladie d'Alzheimer.

« Cet outil n'est pour le moment pas du tout destiné à la pratique clinique, mais il pourrait être très utile dans la mise en place d'essais

thérapeutiques pour catégoriser les participants selon leur risque et mieux évaluer l'intérêt des médicaments testés », explique Jean-Charles Lambert, directeur de recherche Inserm, qui a participé à ce travail.

Pour le Pr Julie Williams, de l'Université de Cardiff au Royaume-Uni, co-auteur de l'étude, « ce travail historique est l'aboutissement de 30 ans de recherches. Nous démasquons davantage de causes d'année en année, ce qui offre également de plus grandes opportunités à partir desquelles développer des thérapies. »

La maladie d'Alzheimer est la plus fréquente pathologies neurodégénératives, avec 1,2 million de personnes touchées en France. Elle serait causée par l'interaction de différents facteurs de prédispositions génétiques associés à des facteurs environnementaux.

Si nos modes de vie (tabagisme, activité physique, alimentation...) influencent aussi le risque de développer la maladie d'Alzheimer, 60 à 80 % des risques sont associés à la génétique. L'un des enjeux de la recherche est donc de mieux caractériser les facteurs de risque génétiques et ainsi proposer de nouvelles cibles thérapeutiques.

Fatigue, nausées, perte de cheveux... Les effets indésirables de la chimiothérapie

Comment guérit-on d'un cancer et comment vit-on la période de traitement ? Il existe plusieurs témoignages pour en informer, comme celui de Florent Pagny, qui a donné des nouvelles de son traitement contre son cancer du poumon. La chimiothérapie apporte en effet son lot d'effets positifs sur la maladie, mais aussi plusieurs effets secondaires.



La chimiothérapie est sûrement le traitement du cancer le plus connu. Mais son fonctionnement et ses conséquences sur l'organisme le sont un peu moins. Voici ce qu'il faut savoir sur cette thérapie qui lutte contre les cellules tumorales.

Destruction des cellules cancéreuses

La chimiothérapie détruit directement les cellules cancéreuses ou bien empêche leur reproduction. Le plus souvent, une même chimiothérapie correspond à une association de plusieurs médicaments.

La chimiothérapie peut être utilisée seule ou en association avec de la radiothérapie. Le choix des molécules est adapté en fonction de chaque situation : chaque cancer est particulier et nécessite un traitement approprié.

La chimiothérapie a pour but d'éliminer les cellules cancéreuses de tous les endroits du corps. Pour ce faire, des médicaments combinés administrés au malade, agissent en détruisant les cellules malignes ou en les empêchant de se multiplier.

Des effets secondaires physiques

Même si elle n'est pas systématique, la perte des cheveux figure parmi les effets secondaires les plus fréquents. Le traitement affecte aussi des cellules saines, dont celles à division rapide, responsables de la pousse des poils et cheveux dans les follicules pileux. C'est pourquoi ces chimiothérapies ont pour conséquence la chute des cheveux, mais aussi de tous les phanères tels que cils et sourcils, poils pubiens et axillaires, barbe, etc.

Les cellules saines touchées aussi

« Les agents chimiothérapeutiques détruisent les cellules cancéreuses, mais ils peuvent aussi endommager les cellules saines. Les lésions aux cellules saines provoquent des effets secondaires », note la Société canadienne du cancer. Parmi ces effets indésirables, on peut citer la fatigue, les nausées et vomissements, la perte d'appétit, une inflammation des muqueuses, des changements de la peau...

À noter que l'importance de ces effets indésirables n'est pas le signe de l'efficacité ou de l'inefficacité du traitement.

Football

Les dates du mercato d'été 2023

La saison 2022-2023 a rendu son verdict avec la finale de la Ligue des champions, remportée par Manchester City aux dépens de l'Inter Milan (1-0). L'heure est désormais venue pour les clubs de composer leurs futurs effectifs durant le mercato estival. Quelles sont les dates du mercato en France et dans les principaux championnats européens ?



Les dates de début et fin du mercato estival

Le mercato d'été a commencé depuis samedi 10 juin dans l'Hexagone. Le marché français a été le premier à ouvrir ses portes parmi les cinq principaux championnats du continent. Le mercato commencera ce mercredi en Angleterre. En revanche, il faudra attendre début juillet pour le début des emplettes en Allemagne, Espagne et Italie. Si les dates d'ouverture divergent, le mercato estival fermera ses portes le même jour dans le Big Five, le 1er septembre, à la seule exception des clubs italiens qui auront jusqu'au 31 août pour recruter.

- Allemagne : du samedi 1er juillet au vendredi 1er septembre 2023.
- Angleterre : du mercredi 14 juin au vendredi 1er septembre 2023.
- Espagne : du lundi 3 juillet au vendredi 1er septembre 2023.
- France : du samedi 10 juin au vendredi 1er septembre 2023.
- Italie : du samedi 1er juillet au jeudi 31 août 2023.

Ailleurs en Europe, le mercato d'été est déjà ouvert aux Pays-Bas et en Suisse, et le sera cette semaine en Belgique. Comme en Allemagne, Espagne et Italie, le Portugal attendra le 1er juillet pour le début du marché. Devenu très excitant suite aux arrivées de Cristiano Ronaldo à Al-Nassr et de Karim Benzema à Al-Ittihad, le mercato estival en Arabie Saoudite n'a pas encore officiellement ouvert ses portes.

- Arabie Saoudite : du lundi 26 juin au dimanche 17 septembre 2023
- Belgique : du jeudi 15 juin au mercredi 6 septembre 2023
- Pays-Bas : du lundi 12 juin au jeudi 31 août 2023
- Portugal : du samedi 1er juillet au vendredi 22 septembre 2023
- Russie : du mercredi 21 juin au samedi 9 septembre 2023
- Suisse : du samedi 10 juin au jeudi 31 août 2023
- Turquie : du samedi 17 juin au vendredi 8 septembre 2023

Les dates du mercato en France

La fenêtre des transferts sera ouverte en France du samedi 10 juin au vendredi 1er septembre 2023. Pénible champion de France 2023, le Paris Saint-Germain sera à coup sûr très dynamique sur le marché. Sur le très court terme, les dirigeants ont un nouvel entraîneur à nommer après la non-prolongation de Christophe Galtier. Après les arrivées attendues de Milan Skriniar et Marco Asensio, le club parisien vise un avant-centre. Au rayon des départs, Paris n'a pas prolongé les contrats de Sergio Ramos et

Lionel Messi et n'exclut pas une vente de Neymar, à condition qu'un club y mette le prix. Dauphin surprise, le Racing Club de Lens veut conserver l'ossature de son effectif dans l'optique de la Ligue des champions. Pour l'Olympique de Marseille, le mercato s'accélérera vraiment une fois connu le successeur sur le banc d'Igor Tudor. Passé à côté cette saison avec une décevante septième place, l'Olympique Lyonnais compte se montrer actif. Pour Rennes et Lille, plusieurs départs pourraient permettre de renflouer les caisses.

Le Paris Saint-Germain dépensait l'an dernier 147,50 millions d'euros, dont 41,50 millions d'euros pour sa recrue la plus chère Vitinha. L'Olympique de Marseille ne fut pas en reste avec des achats de 115,40 millions d'euros. En revanche, le mercato estival 2022 de l'Olympique Lyonnais se concluait sur des dépenses de seulement 32,45 millions d'euros.

Mercato 2023, les dates en Premier League

Les clubs de Premier League pourront dépenser sur le mercato du mercredi 14 juin au vendredi 1er septembre 2023. Champion d'Angleterre et également vainqueur de la FA Cup et de la Ligue des champions, Manchester City poursuivra l'aventure avec son entraîneur Josep Guardiola. En revanche, plusieurs joueurs pourraient faire leurs valises. Parmi eux, Bernardo Silva et Ilkay Gündogan. Deuxième du classement, Arsenal espère conserver la plupart de ses cadres pour décrocher enfin le titre. Manchester United rêve de s'attacher les services de l'attaquant de Tottenham, Harry Kane. Cinquième et non qualifié pour la prochaine Ligue des champions, Liverpool doit repartir sur un nouveau cycle et devra compenser le départ déjà acté de plusieurs joueurs. Du côté de Tottenham se pose la question de l'avenir de Harry Kane et Hugo Lloris, ouvert à un nouveau challenge. Enfin, un gros dégraissage se profile à Chelsea après une saison catastrophe. Qui dit nombreux départs dit plusieurs arrivées d'envergure chez les Blues désormais coachés par Mauricio Pochettino.

Manchester City lâchait 150,50 millions d'euros pendant l'été 2022, dont 60 millions d'euros pour Erling Haaland. Arsenal concluait son mercato sur des dépenses de 192,36 millions d'euros, avec le recrutement de Gabriel Jesus pour 52,20 millions d'euros comme principal investissement. Manchester United avait dépensé 243,28 millions d'euros, dont 95 millions d'euros pour Antony et 70,65 millions d'euros pour Casemiro. Pour Liverpool, le précédent mercato estival se terminait sur des dépenses de 137,30 millions d'euros dont 80 millions d'euros pour le seul Darwin Nunez. Enfin, Chelsea fut le club le plus actif avec des dépenses estimées à 281,99 millions d'euros, dont 80,40 millions d'euros pour Wesley Fofana.

Les dates du mercato en Espagne

En Liga, il sera possible de faire ses emplettes du lundi 3 juillet au vendredi 1er septembre 2023. Auréolé du titre de

champion d'Espagne, le FC Barcelone ne devrait pas bouleverser dans les grandes lignes l'effectif de Xavi. Une certitude : les piliers Sergio Busquets et Jordi Alba ont quitté le club à l'issue de la saison 2022-2023. Dans le sens des arrivées, l'attaquant argentin Lionel Messi ne fera pas son retour, l'ancien Parisien étant attendu à l'Inter Miami. Dépossédé de la Liga, le Real Madrid de Carlo Ancelotti doit recruter un nouveau numéro 9 suite au départ du Français Karim Benzema, en fin de contrat au 30 juin et débarqué en Arabie Saoudite à Al-Ittihad. Le nom d'Harry Kane (Tottenham) est régulièrement cité. Les Merengues ont déjà frappé un grand coup avec le recrutement de Jude Bellingham. Dans le sens des départs, outre Karim Benzema, un doute entoure le futur du milieu croate Luka Modric. Enfin, le mercato sera sans doute moins actif à l'Atletico Madrid. Les Colchoneros devront résoudre le cas Joao Félix, revenu au club au terme d'un décevant prêt à Chelsea. Le FC Barcelone dépensait 158 millions d'euros pendant l'été 2022, pour trois venues phares : Raphinha (58 millions d'euros), Jules Koundé (50 millions d'euros) et Robert Lewandowski (45 millions d'euros). Le marché fut moins dynamique pour le Real Madrid avec deux seules arrivées, celle pour zéro centime d'Antonio Rüdiger et d'Aurélien Tchouaméni contre 80 millions d'euros.

Allemagne, les dates de début et fin du mercato

Les clubs de Bundesliga pourront se renforcer du samedi 1er juillet au vendredi 1er septembre 2023. Sacré sur le fil champion d'Allemagne aux dépens du Borussia Dortmund, le Bayern Munich compte passer à l'action sur le marché en s'offrant les services d'un numéro 9 de renom, un poste vacant depuis le départ de Robert Lewandowski au FC Barcelone. Les pistes menant à Randal Kolo Muani (Eintracht Francfort) et Victor Osimhen (Naples) reviennent avec insistance. Problème, dépenser sans compter n'est pas dans les habitudes des dirigeants bavarois. Dans le sens des départs, le club munichois devra régler la situation de certains cadres, Alphonso Davies et Lucas Hernandez en tête. Son dauphin au classement, le Borussia Dortmund, a déjà enrôlé le latéral algérien Ramy Bensebaini et aura pour mission de dénicher le digne successeur de Jude Bellingham, le milieu de terrain anglais ayant été cédé au Real Madrid pour 103 millions d'euros hors bonus.

Lors du mercato d'été 2022, le Bayern Munich déboursait 146,50 millions d'euros, dont 67 millions d'euros pour Matthijs de Ligt et 32 millions d'euros pour Sadio Mané. De son côté, le Borussia Dortmund dépensait 104,60 millions d'euros. Parmi les achats les plus importants du BVB, ceux de Sébastien Haller (31 millions d'euros) et Karim Adeyemi (30 millions d'euros).

Mercato d'été, les dates en Italie

En Serie A, le mercato sera ouvert du samedi 1er juillet au jeudi 31 août 2023. De retour au sommet avec le troisième Scudetto de son histoire, Naples croise les doigts pour garder ses cadres, parmi lesquels le très courtisé attaquant nigérian Victor Osimhen. Mais avant, les Azzurri doivent nommer un nouvel entraîneur, suite au départ de Luciano Spalletti. De l'autre côté des Alpes, si le mercato des deux clubs milanais sera à surveiller de près, c'est surtout l'intersaison de la Juventus Turin qui suscitera la curiosité. Après une saison éprouvante terminée à la septième place de la Serie A, la Vieille Dame se sait très attendue sur le marché. Les Bianconeri auront l'obligation de passer à l'action pour pallier aux nombreux départs. Le club du Piémont devra renouveler son secteur offensif après la perte d'Angel Di Maria et Arkadiusz Milik. Dans l'entrejeu, un joueur sera enrôlé en cas de départ du milieu français Adrien Rabiot, en fin de contrat.

La Juventus Turin fut le club italien le plus actif à l'été 2022 avec des dépenses de 106,05 millions d'euros, dont 42,50 millions d'euros pour Federico Chiesa, la Vieille Dame devançant l'Atalanta Bergame (99,90 millions d'euros), Naples (76,05 millions d'euros), l'AC Milan (54,77 millions d'euros) et l'Inter Milan (42,60 millions d'euros).

Jusqu'à quand est ouvert le mercato en Arabie Saoudite ?

Devenu le nouvel eldorado suite à la venue l'hiver dernier de l'attaquant portugais Cristiano Ronaldo, à Al-Nassr, le championnat saoudien lorgne les plus grandes stars de la planète. Ces derniers jours, Al-Ittihad a officialisé le recrutement de l'attaquant français Karim Benzema, peut-être bientôt rejoint par son compatriote N'Golo Kanté. S'il est acté que la star argentine Lionel Messi ne viendra pas, Al-Hilal rêve désormais de Neymar. Outre le Brésilien du Paris Saint-Germain, d'autres noms florissants sont cités pour une présence au sein de la Saudi Pro League (Riyad Mahrez, Paul Pogba, Ilkay Gündogan). A noter que le mercato saoudien ne ferme ses portes que le 17 septembre, ce qui laisse la place à d'éventuels transferts tardifs.